

Questions orales

J'aimerais demander au ministre si les dispositions proposées relativement aux automobiles, au transport, aux télécommunications, aux textiles, à l'agriculture, aux services, à l'investissement, aux droits d'auteur pour les propriétés intellectuelles, à l'énergie, si les dispositions de l'accord de libre-échange nord-américain qui viendront remplacer celles de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis peuvent nous laisser croire que le marché mexicain représentera éventuellement beaucoup plus qu'un pour cent du commerce canadien?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, la question du député est farcie de conjectures non fondées.

Il devrait savoir que nous sommes ici pour négocier le meilleur accord possible pour toutes ces industries, dans un contexte qui nous assurera une meilleure compétitivité face aux États-Unis et au Mexique.

* * *

CHYPRE

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, selon certains journaux, un porte-parole des Affaires extérieures aurait déclaré que les troupes canadiennes de maintien de la paix à Chypre devraient être retirées car «il ne semble pas y avoir de progrès réel ni d'efforts de déployés par les parties pour en venir à un règlement».

Je demande au vice-premier ministre sur quoi il s'appuie pour dire qu'il n'y a pas suffisamment d'efforts de déployés. Et puisque le gouvernement nous avait déjà affirmé que le gouvernement ne prévoyait pas retirer ses troupes de Chypre, je voudrais savoir ce qui a changé.

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, le député peut avoir l'assurance que nous n'avons pas décidé de retirer nos troupes de Chypre.

Cependant, il est clair que nous sommes préoccupés de constater qu'après 27 ans, nous continuons d'envoyer un contingent non négligeable à Chypre et, comme l'a dit la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous pourrions espérer qu'une mission de maintien de la paix soit une mission où nous maintenons la paix et pas une mission de pacification.

Nous faisons tous les efforts possibles pour tenter de trouver le moyen de susciter un véritable dialogue à

Chypre afin d'en arriver à la paix et de faire en sorte qu'il ne soit pas nécessaire de garder en permanence des forces de maintien de la paix dans cette île.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Il semble que le gouvernement mette la hache partout, même dans les missions de maintien de la paix.

Je demande à la ministre si le gouvernement de Turquie a donné l'assurance qu'en cas de retrait de toutes les forces de maintien de la paix de Chypre, les hostilités ne reprendraient pas.

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, c'est évidemment là que se situe le problème. Nous ne voulons pas retirer les forces de maintien de la paix et voir reprendre les hostilités. Ce n'est pas là le but recherché.

M. Karygiannis: Êtes-vous allée sur place.

Mme Collins: Je me suis rendue sur place.

Nous tentons de travailler avec les deux parties et nous comptons sur les Nations Unies pour faire tous les efforts possibles afin de trouver un règlement pacifique à la situation à Chypre afin que nos forces et celles des autres pays puissent quitter l'île.

* * *

LE CHÔMAGE

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances ne peut nier l'angoisse et la souffrance qui sont le lot quotidien des sans-emploi qui ne reçoivent plus de prestations de chômage et des Canadiens qui doivent s'adresser aux services d'aide sociale provinciaux et municipaux.

J'aimerais demander au ministre quel genre de programmes il pense mettre en place pour venir en aide aux chômeurs, aux Canadiens qui sont obligés de faire appel à l'aide sociale et aux milliers de clients des banques d'alimentation.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député sait déjà que le gouvernement canadien, en collaboration avec le secteur privé—c'est-à-dire avec le monde des affaires et le mouvement ouvrier—essaie, en coopération avec les gouvernements provinciaux, de mettre sur pied une stratégie en matière de développement de la main-d'oeuvre visant justement les sans-emploi.